Solidarité internationaliste avec la communauté garifuna au Honduras Nous exigeons le retour sain et sauf de nos compagnons de la communauté de Triunfo de la Cruz.

Adressé au gouvernement du Honduras :

Nous, soussignés, exprimons notre préoccupation, notre indignation et notre condamnation de l'enlèvement d'Alberth Snaider Centeno Tomas, président du Patronato de Triunfo de la Cruz, de Milton Joel Martínez Alvarez, de Suami Aparicio Mejía et d'Albert Sentana Thomas.

Comme vous le savez, ces quatre membres de l'Organisation fraternelle noire du Honduras (OFRANEH) appartenant à la communauté de Triunfo de la Cruz, dans la commune de Tela, ont été enlevés à leur domicile par plusieurs hommes lourdement armés qui portaient des uniformes de la police nationale et des gilets aux couleurs du Département de la police d'investigation du pays (DPI).

Depuis, et malgré les dénonciations répétées de plusieurs organisations et mouvements nationaux et internationaux, les autorités honduriennes n'ont apporté aucune réponse concrète concernant l'évolution de l'enquête sur la disparition de ces quatre personnes.

C'est de notoriété publique que la communauté autochtone garifuna du Honduras est la cible d'agressions systématiques, notamment de la part des sociétés bananières et des exploitations industrielles de palmier à huile, et plus récemment de la part des usurpateurs de terres de l'industrie immobilière et touristique.

En défendant de façon parfaitement démocratique et légitime leur territoire et en dénonçant en continu les violations des droits des peuples et de leurs droits humains, les membres de l'OFRANEH sont désormais la cible de diverses attaques. Ainsi, les menaces, persécutions, assassinats, et actions condamnables à leur encontre se multiplient, à l'instar de l'injustice que nous dénonçons aujourd'hui : l'enlèvement de personnes qui s'opposent au modèle néolibéral de privatisation et de marchandisation des territoires et des biens naturels dont dépend la survie de nombreuses communautés.

Au cours de ces dernières semaines, nous avons collecté et analysé un certain nombre de données. Selon ces renseignements, le complexe hôtelier Indura, situé sur la côte nord du Honduras, et le parc national Punta Izopo, situé dans la commune de Tela, sont accusés

d’usurper des terres et d’expulser les populations locales par certaines personnes habitant dans la région. De la même façon, des cas de possession illégale de terres de la part des sociétés de développement de projets immobiliers Macerica et Idetrisa ont été signalés.

Aucun des projets de ces sociétés n’a donné lieu à une consultation des peuples garifunas. Cela constitue une violation du droit des peuples autochtones du monde entier à exprimer un consentement libre, préalable et éclairé, prévu par la convention no 169 de l’Organisation internationale du travail (OIT), ratifiée par le Honduras en 1995.

En 2015, la Cour interaméricaine des droits de l’homme ordonnait la restitution de terres et énonçait des mesures de réparations au profit de la communauté de Triunfo de la Cruz. Or depuis 2015, le nombre d’agressions a augmenté de façon considérable. La plainte a été déposée auprès la Cour interaméricaine des droits de l’homme en 2003, puis reçue le 14 mars 2006. Le 8 octobre 2015, la Cour interaméricaine des droits de l’homme a rendu une décision condamnant l’État du Honduras pour toutes ces violations des droits territoriaux et collectifs de la communauté de Triunfo de la Cruz. Cette sentence établit les responsabilités de l’État et son obligation de garantir les droits de la communauté, de réparer les préjudices causés et d’assurer la mise en place des mécanismes adéquats pour empêcher que ce type de situation ne se reproduise. Ceci étant dit, presque cinq ans plus tard, la sentence n’a toujours pas été exécutée, la communauté est toujours la cible de violences, et 17 personnes ont été assassinées l’année dernière, dont 11 hommes et 6 femmes.

Depuis plusieurs années, comme très récemment, les organisations aux niveaux national et international ,ont dénoncé l l’extrême violence que subissent les organisations, mouvements et communautés du Honduras. Nous avons collecté des renseignements, documenté des plaintes, et dénoncé les scandales éthiques et historiques de la terrible situation dans laquelle se trouve le peuple garifuna sans qu’aucune mesure concrète ne soit prise par l’État hondurien et les gouvernements en place pour traiter ce problème

Face à la criminalité grandissante qui touche ce peuple autochtone et devant l’ensemble des stratégies de dépouillement de la communauté et de violation de leurs droits, Les Amis de la Terre International condamne et dénonce une nouvelle fois l’enlèvement des défenseurs de la communauté garifuna. De la même manière, nous dénonçons tous les crimes contre l’humanité commis à l’encontre des leaders communautaires : des sujets politiques résistant contre le modèle de destruction et défendant les territoires de leurs ancêtres, des hommes et des femmes d’une importance fondamentale pour la protection de la dignité de la vie des classes populaires.

Nous dénonçons avec fermeté la violence systématique exercée à l’encontre du peuple hondurien. Chaque jour, cette violence fait de nouvelles victimes, ôte la vie de femmes et d’hommes, et empêche de nouvelles familles de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. Pendant ce temps, le néolibéralisme s’approprie des territoires pour favoriser les multinationales, celles-là mêmes qui font des profits grâce à la pandémie que leurs actions irresponsables et criminelles contribuent à aggraver.

Par ailleurs, face à l’impunité qui règne au Honduras et que nous dénonçons par cette

déclaration, nous nous joignons aux organisations sociales de ce pays pour lancer un appel à la solidarité internationaliste et exiger du gouvernement national :

*le retour immédiat des quatre Garifunas kidnappés de la communauté de Triunfo de la Cruz, sains et saufs, parmi lesquels le président du conseil de la communauté et membre de l'OFRANEH ;

* l'arrêt immédiat des violences systématiques et ponctuelles à l'encontre du peuple garifuna ;

* l'application sans délai de la sentence prononcée par la Cour interaméricaine des droits de l'homme condamnant l'État hondurien et d'autres acteurs à libérer, délimiter et attribuer par des titres de propriété 2 840 hectares de terres correspondant au territoire ancestral, à restituer 22 hectares de terres actuellement aux mains du syndicat des travailleurs de la commune de Tela à la communauté de Triunfo de la Cruz, leur propriétaire légitime, ainsi que 98 hectares de terres détenues de façon illégale par les sociétés Macerica et Idetrisa, qui exécutent les projets immobiliers Marbella et Playa Escondida.

Nous sommes solidaires avec l'OFRANEH et l'ensemble des organisations et mouvements sociaux et populaires du Honduras. Nous lutterons par solidarité internationaliste jusqu'au retour sain et sauf de nos compagnons kidnappés et jusqu'à la fin des violences systématiques et de tous les types d'attaques contre nos peuples.